



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

COMMUNE DE VILLEFRANCHE DE
LAURAGAIS

Pôle Sécurité
Service Police Municipale

Arrêté Municipal n°AR-PM-2024-277

ACTES 6.1 Police municipale

Objet : Occupation du domaine public - Règlementation de la circulation – Travaux : création d’une tranchée- 22 chemin de la Camave - 31290 Villefranche de Lauragais – entreprise SOBECA – du 25 octobre 2024 au 31 octobre 2024.

Le Maire de Villefranche de Lauragais,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et L2212-2,
- Vu** le code de la route et notamment l’article R411-8,
- Vu** le Code de Sécurité Intérieure, et notamment l’article L.511-1,
- Vu** l’instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire),
- Vu** l’arrêté municipale n°DG-2024-07-09-01 en date du 09/07/2024 portant délégation de pouvoir de signature à Messieurs Ludovic Andrieux et Jean-francois Gleyzes en matière de police, de sécurité et de funéraire,
- Vu** l’arrêté de voirie de Terre Lauragais N°A01-2024 en date du 11 octobre 2024,
- Vu** la demande en date du 10/10/2024 de l’entreprise SOBECA et de son représentant Madame LAMARE pour la création d’une tranchée au 22 chemin de la Camave,

Considérant que le bon déroulement des travaux impose une réglementation temporaire de la circulation pendant la durée du chantier,

Considérant que les travaux précités vont créer une gêne aux usagers et qu’il y a lieu d’apporter des restrictions à la circulation,

ARRETE

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à intervenir sur un lieu ouvert à la circulation publique pour effectuer les travaux précités tels que présentés dans sa demande en prenant soin de ne pas dégrader de quelque manière que ce soit la voirie publique et de la remettre en état.

Article 2 : Pendant la durée de la permission et sous la responsabilité du pétitionnaire :

- La circulation des piétons devra être protégée et déviée tout le long du chantier.
- La circulation des véhicules sera perturbée sur un sens de circulation, un alternat manuel ou par panneaux sera mis en place. Le rétrécissement de la voie ne devra pas impacter leur circulation.
- En dehors des heures de chantier, la signalisation sera installée pour garantir la sécurité et prévenir tout danger potentiel.

Article 3 Le pétitionnaire sera en charge de mettre en place et d'entretenir la signalisation réglementaire pendant la durée des travaux de l'intervention, conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, Huitième partie, signalisation temporaire) sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 : La présente permission d'occupation du domaine public est valable du **25 octobre 2024 au 31 octobre 2024**, date à laquelle elle expirera de plein droit.

Article 5 : A la fin des travaux, tout sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux propres.

Article 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3.

Article 7 : Le directeur général des services, le chef de la Police Municipale, les agents de la Police Municipale, les agents de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes réglementaires.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Villefranche de Lauragais

Fait à Villefranche de Lauragais, le 14 octobre 2024

**Madame Le Maire,
Valérie GRAFEUILLE-ROUDET**

Ludovic ANDRIEUX
Pour le Maire de la commune,
Et par la délégation,
Le conseiller délégué à la prévention



Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de TOULOUSE peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté par courrier postal ou par le biais de l'application Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification et/ou de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

La requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue par l'article 1635 bis Q du Code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.